

Article 21 du Règlement

Les électeurs ont confié à notre gouvernement le mandat d'ouvrir la voie vers une relance économique et la réconciliation nationale. Nous avons commencé à remplir ce mandat, monsieur le Président. La semaine dernière, dans le discours du trône et dans l'exposé économique du ministre des Finances (M. Wilson), notre gouvernement a préparé le terrain à notre programme de reconstruction nationale.

En nous attaquant aux graves problèmes économiques de notre pays, nous allons tous devoir faire preuve d'assiduité et prendre des décisions parfois cruciales. Les électeurs de Mission-Port Moody sont prêts à le faire. Ils réagissent déjà avec enthousiasme aux initiatives du premier ministre (M. Mulroney) et du ministre des Finances.

Notre programme de changement et de relance repose sur les consultations et les entretiens. Le premier ministre a entamé ce processus aujourd'hui en s'entretenant avec ses homologues provinciaux. Ce que ceux de l'opposition ne comprennent pas, monsieur le Président, c'est que ce n'est que le début.

* * *

LES PARTIS POLITIQUES**L'ABSENCE DE MOTION DE CENSURE DE LA PART DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE**

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, le discours du trône et l'exposé économique ont été accueillis avec bonheur partout au Canada et le pays tout entier s'est mis d'accord pour approuver les orientations proposées par le nouveau gouvernement. Même les néo-démocrates y sont favorables. Ils ne semblent guère intéressés à se prononcer sur leur propre sous-amendement. Vendredi après-midi, sur les cinq députés requis, il n'y en a eu que trois qui se sont levés pour faire inscrire un vote en bonne et due forme. Il n'y aura donc pas de motion de censure cet après-midi.

Nous pouvons donc en conclure, premièrement, que 27 députés néo-démocrates sur 30 soutiennent inconditionnellement le gouvernement, deuxièmement, que le NPD a renoncé à jouer le rôle de l'opposition en laissant le champ libre à ses amis du parti libéral ou, troisièmement, que les députés néo-démocrates feraient bien de reconsidérer le choix qu'ils ont fait lorsqu'ils ont nommé le leader à la Chambre et le whip de leur parti.

Des voix: Bravo!

* * *

L'ACCÈS À L'INFORMATION**ON CRITIQUE CERTAINES ACTIONS DU GOUVERNEMENT**

M. John V. Nunziata (York-Sud-Weston): Monsieur le Président, au cours de la campagne électorale, les candidats

conservateurs ont promis un gouvernement plus ouvert et plus accessible. Ils ont reproché au gouvernement libéral de s'entourer du plus grand secret. Dans leur propagande électorale, les conservateurs ont affirmé ceci:

Les libéraux refusent aux Canadiens l'accès légitime à leur gouvernement. Ils refusent de divulguer les documents gouvernementaux. Le gouvernement doit rendre des comptes aux Canadiens. Il doit être accessible, honnête et respectueux des besoins et des opinions des Canadiens.

C'est grotesque, monsieur le Président. C'est de l'hypocrisie à l'état pur. Après deux mois d'un gouvernement conservateur qui se dit ouvert et accessible, les Canadiens savent maintenant la véritable signification des termes «duplicité» et «tromperie». S'ils poursuivent dans cette voie, les conservateurs formeront, certes, le gouvernement le plus paranoïaque et le plus cachotier que les Canadiens aient jamais connu.

Le dernier exemple en date remonte à la semaine dernière, alors que le ministre des Finances a refusé de publier une étude effectuée sur les répercussions de ses coupes sombres sur le taux de chômage. La population, la presse et l'opposition ont le droit d'obtenir cette information. Nous avons le droit de savoir combien d'emplois seront supprimés et quelles régions et quels secteurs de l'économie seront les plus durement touchés.

De quoi a peur le gouvernement? Qu'a-t-il à cacher? Les Canadiens se demandent ce qu'on a fait de la promesse d'un gouvernement plus ouvert.

M. le Président: Je dois informer le député que son temps de parole est écoulé.

QUESTIONS ORALES

[Français]

L'AIDE EXTÉRIEURE**LA CRÉDIBILITÉ DU GOUVERNEMENT**

L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice): Monsieur le Président, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures; elle concerne la crédibilité du gouvernement, à mon sens.

A la lumière de la déclaration faite la semaine dernière par le ministre des Finances coupant 180 millions de l'aide extérieure que le Canada s'était engagé à donner aux pays en voie de développement, comment se fait-il que le très honorable ministre ait autorisé 48 heures plus tôt son ambassadeur à l'ONU à prononcer un discours passionné pour dire au monde entier que le Canada allait être le pays qui ferait le plus pour l'aide extérieure et que, 48 heures plus tard, son gouvernement a coupé sauvagement dans les programmes d'aide extérieure au moment où l'Afrique connaît la pire famine qu'elle ait eue depuis de nombreuses années et que d'autres pays se demandent si leur aide sera coupée?